

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALTEO FUSED ALUMINA (ARBINE)

38 rue des Fondateurs
Arbine
73540 La Bâthie

Références : PRICAE-RC-25-021
Code AIOT : 0006104344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement ALTEO FUSED ALUMINA (ARBINE) implanté 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est ciblée sur l'utilisation de l'eau dans l'installation : dans le cadre de situations d'étiage tendant à devenir plus sévères et de la nécessaire économie des ressources en eau, une inspection est menée pour s'assurer que le site a mis en place les solutions adaptées pour utiliser l'eau de façon optimale et pour répondre aux restrictions pouvant prochainement entrer en vigueur si le niveau de gravité de la sécheresse augmente (niveau vigilance à la date de l'inspection).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTEO FUSED ALUMINA (ARBINE)
- 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie
- Code AIOT : 0006104344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine ALTEO FUSED ALUMINA d'Arbine est implantée sur le territoire de la commune de La Bathie sur un terrain pentu et traversé par le cours d'eau Le Bénétant.

Après avoir fabriqué du carbure de calcium à partir de 1895 puis des matériaux abrasifs dès 1905, le site s'est orienté dans la production de corindon blanc dans les années 1920.

Le site est aujourd'hui toujours spécialisé dans la production de corindon blanc par fusion d'alumine. Le corindon blanc est obtenu à partir d'alumine fondue à 2050°C et de fluorure d'aluminium. Après refroidissement, les lingots de corindon blanc sont concassés et broyés en grains. Après divers traitement chimiques ou physiques, les grains sont tamisés afin d'obtenir différentes granulométries selon leur utilisation future, puis séchés et conditionnés.

L'alumine est la matière première principale de la production de corindon. Elle est produite à partir de bauxite (minerai rouge riche en alumine) à Gardanne par un autre site du groupe ALTEO puis amenée et stockée sur le site d'Arbine.

Le corindon blanc est mis en oeuvre dans divers application tels que les matériaux réfractaires, les parquets stratifiés, les toiles et les papiers de verre, les applications optiques, les matériaux abrasifs, la céramiques, etc.

L'usine d'Arbine produit également dans une quantité moindre du corindon globulaire formé de billes creuses et destinés aux matériaux réfractaires.

Les activités de l'usine sont régulièrement autorisées, en particulier par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/1996 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2020.

L'entreprise NICHE FUSED ALUMINA (Noranda Industrial Chemical Fused Alumina), qui exploitait le site jusqu'en 2024, a été reprise par ALTEO HOLDING à la suite d'une période de redressement judiciaire qui a duré environ 6 mois. Des services sont partagés avec la société ALTEO GARDANNE avec les directions en place à Gardanne, en particulier sur les sujets d'environnement.

Le rythme de production, ralenti en 2024, est en cours d'augmentation en 2025 mais reste non stabilisé à la date de l'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
2	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 3	Demande d'action corrective	
3	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
7	Rejets d'eau industrielles : respect des valeurs limites et surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion quantitative et qualitative de l'eau dans l'installation ont été présentées.

Le suivi qualitatif est à compléter par une surveillance semestrielle des rejets.

Concernant l'aspect quantitatif, l'exploitant démontre une connaissance de base de son utilisation d'eau (volumes totaux ; circuits, utilisation et rejets). Les chiffres présentés montrent un dépassement du volume prélevable autorisé.

L'exploitant doit mettre en place des solutions pour améliorer sa connaissance des flux d'eau dans l'usine, et engager des études pour améliorer l'efficacité hydrique des procédés mis en oeuvre afin de revenir à la conformité des volumes prélevables et pouvoir éventuellement solliciter une adaptation des restrictions de prélèvement d'eau en cas de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant présente lors de l'inspection les trois points de prélèvement dans le milieu naturel : deux prises d'eau dans le ruisseau Bénétant et un pompage en nappe hors de l'emprise du site. Chaque prélèvement est équipé d'un compteur volumétrique, relevé manuellement de façon mensuelle ; les compteurs sont présentés lors de la visite. Les compteurs associés aux prises d'eau dans le ruisseau ne sont pas situés au plus proche de la prise d'eau mais en aval de tuyauterie (captage dit "bac de relevage") ou d'un canal d'amenée masqué par la végétation (captage dit "filtre Philips"). Lors de la visite, une fuite d'eau significative au niveau d'une tuyauterie dans le local du compteur du filtre Philips a été observée ; elle n'avait pas été détectée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à l'arrêté du 2 février 1998, le relevé des compteurs doit être quotidien, puisque le volume prélevable global de l'installation dépasse 100 m ³ . L'exploitant met en place sans délai le relevé quotidien des compteurs. L'inspection insiste sur l'utilité de la connaissance et du suivi fréquent des volumes d'eau pour piloter l'utilisation d'eau et identifier les dérives éventuelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés
Prescription contrôlée : L'installation est visée par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA. [...] Rubrique 1.1.2.0. : Prélèvement d'eau à hauteur de 100 m ³ /h dans la nappe phréatique, par le puits localisé à 130 m à l'Ouest du site. (autorisation) Rubrique 1.2.1.0. : Prélèvement dans le ruisseau « le Bénétan » à hauteur de 50 m ³ /h. (non classé)

Constats :

Les volumes autorisés pour le site d'Arbine sont au maximum de 50 m³ / h dans le ruisseau du Bénétant et 100 m³/h dans la nappe phréatique. Le volume global annuel n'est pas prescrit. Pour un fonctionnement continu du site, le prélèvement maximum théorique est de 1 314 000 m³/an pour l'ensemble des ressources, avec 438 000 m³ pour le ruisseau du Bénétant et 876 000 m³ dans la nappe.

L'exploitant précise lors de l'inspection que le puits de prélèvement est paramétré pour ne pas dépasser un débit de 100 m³/h. Les débits prélevés dans le ruisseau du Bénétant ne sont pas vérifiés ni connus au jour de l'inspection.

Les volumes totaux prélevés sont renseignés dans GEREP et dans le plan de sobriété hydrique fourni en mars 2024, comme suit :

Volumes en m3/an	Prélèvement en nappe	Prélèvement Bénétant, captage dit "bac de relevage" ou "four 4000"	Prélèvement Bénétant, captage dit "filtre Philips" ou "bac 6m ³ "	Total
2017	688 579	871 859	363 982	1 924 495
2018	816 704	925 342	423 567	2 165 664
2019	811 983	684 311	433 348	1 929 708
2020	668 626	725 640	376 577	1 770 888
2021	637 337	581 456	448 940	1 667 742
2022	601 123	560 005	375 517	1 536 670
2023	606 018	565 531	318 169	1 489 837

Concernant les volumes horaires, le paramétrage de la pompe du puits permet d'assurer la conformité.

La conformité du débit prélevé dans le ruisseau n'est pas identifiable. Par contre les volumes globaux annuels montrent un dépassement du volume autorisé qui tend à diminuer depuis 2018.

L'exploitant ne disposait pas le jour de la visite des volumes prélevés pour l'année 2024 ; il a envoyé suite à l'inspection le 30 juillet 2025 les données relevées.

Volumes en m3/an	Prélèvement en nappe	Prélèvement Bénétant, captage dit "bac de relevage" ou "four 4000"	Prélèvement Bénétant, captage dit "filtre Philips" ou "bac 6m ³ "	Total
2024	682 696	442 837	616 508	1 742 041

Les volumes prélevés ne sont pas conformes à l'arrêté d'autorisation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant régularise les volumes prélevés (voir le constat 6).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : La consultation en ligne indique que l'exploitant n'est pas à jour des déclarations sur GEREP notamment concernant les volumes d'eau prélevés : la dernière déclaration porte sur les données de 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La période de saisie informatique relative à la campagne 2024 est terminée. L'exploitant compile l'ensemble des éléments à déclarer et les tient à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions
Prescription contrôlée : Article 1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Article 3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

<p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le directeur du site et le responsable QSE présents lors de la visite ne connaissent pas les prescriptions relatives au fonctionnement en cas de sécheresse, que l'inspection présente synthétiquement. L'exploitant indique que le site bénéficie de l'appui du groupe et d'un responsable HSE du siège qui assistera les personnels du site d'Arbine dans l'application des prescriptions.</p> <p>Le site ne présente aucune exemption au cadre national (arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Usages des industries, dont Installations Classées pour l'Environnement (ICPE), des artisans et des commerçants. Alerte : réduction de 25 % des volumes ; Alerte renforcée : réduction de 50 % des volumes ; Crise : interdiction, sauf impératifs sanitaires ou de sécurité (intégrité du process).</p> <p>Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants : • les activités commerciales, artisanales et industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle. Cela concerne les établissements consommant moins de 1000 m³/an via prélèvement direct dans le milieu naturel et moins de 7000 m³/an au total. Une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre ; • les établissements qui disposent d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, sous réserve que cet arrêté conduise à des réductions effectives en fonction des différents seuils, au-delà des mesures génériques (arrosage, fontaines, lavage, sensibilisation) ; • les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau. Ces différents éléments sont détaillés dans un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), dont le contenu est fixé par les services de l'État. Ce document est mis à disposition des services de contrôle et devra être mis à jour a minima tous les 5 ans. Pour tous les établissements, les usages de l'eau « accessoires », non lié au process, sont concernés par les mesures de restrictions identiques à celles appliquées aux usagers collectifs (arrosage des pelouses, lavages de véhicules, etc). Pour les ICPE agricoles, les mesures s'appliquant à l'abreuvement et au nettoyage des véhicules et bâtiments sont celles détaillées au niveau des mesures propres à l'agriculture.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site relève de la zone d'alerte "Tarentaise".</p> <p>Pour bénéficier d'adaptation aux restrictions de prélèvements, le site devrait démontrer dans un PSH qu'il a déjà réduit au minimum le besoin en eau pour le procédé de fabrication. Il est à noter que les équipes précédentes du site d'Arbine avaient mis au point un plan de sobriété hydrique (PSH) selon le format régional, duquel l'exploitant pourra repartir.</p> <p>Le PSH ne démontre pas l'atteinte de la sobriété hydrique (voir aussi le constat 6). La connaissance de l'utilisation d'eau sur le site et les techniques mises en oeuvre ne justifient pas d'une éventuelle adaptation des réductions de prélèvement en cas de restriction liée à la sécheresse. Aussi des diminutions de prélèvement seront à appliquer selon l'arrêté cadre en vigueur, si le niveau alerte est dépassé pour la ressource prélevée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Evolutions à apporter au PSH</u></p> <p>L'ensemble des analyses et études sera reporté dans le PSH. L'exploitant utilisera le nouveau format de PSH disponible sur le site de la DREAL ou a minima complètera le document pour ajouter</p> <ul style="list-style-type: none"> * le détail des volumes rejetés (onglet I) * l'onglet relatif au calcul du volume de référence. <p>L'exploitant précisera les technologies employées pour chaque refroidissement (onglet I, 5.c). Le volume prélevable dans le ruisseau sera corrigé (onglet I, 3.b). Les volumes 2024 seront ajoutés. Un plan schématique des réseaux / de l'utilisation d'eau avec répartition des volumes et localisation des compteurs sera joint au PSH (onglet I, I.8) Des indicateurs spécifiques par atelier pourront être ajoutés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau – économie de la ressource de manière pérenne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'utilisation de l'eau sur le site est décrite lors de l'inspection par l'exploitant ; les éléments fournis sont majoritairement également présents dans le PSH. Les points principaux sont repris ci-après.</p>

Prélèvements

Les prélèvements d'eau (voir constats 1 et 2) sont issus du ruisseau du Bénétant et de la nappe "FRDG406 Domaine plissé BV Isère et Arc" pour le puits situé à proximité de la voie ferrée. Le PSH mentionne les valeurs de l'arrêté du 21 octobre 2020 pour le prélèvement autorisé : 100 m³/h dans le puits et 50 m³/h dans le ruisseau. Le PSH est erroné puisqu'il attribue la valeur autorisée de 50 m³/h à chaque point de prélèvement dans le ruisseau ; or selon l'arrêté du site c'est l'ensemble du prélèvement qui est à limiter à 50m³/h.

Les valeurs prélevées reportées dans le PSH sont cohérentes avec les valeurs reportées dans GEREP.

Usages de l'eau

L'utilisation des volumes prélevés relève en grande majorité du refroidissement des fours. Selon les informations fournies par l'exploitant, le four globulaire et le four Higgins sont équipés d'une recirculation des eaux de refroidissement. Les refroidissements du four 4000 et du transformateur électrique sont en circuits strictements ouverts sans recirculation.

Une très faible part des volumes prélevés est utilisée pour le lavage des produits.

Détection des fuites

Les réseaux d'eau de l'usine n'ont pas fait l'objet de vérification systématique. Un remplacement progressif est mis en oeuvre selon l'exploitant en cas de défaillance avérée. Le canal d'amenée depuis le captage vers l'usine est enterrée et ne peut être aisément contrôlé.

Rejets

Les rejets d'eau dans le Bénétant sont connus et décrits dans le plan du 26 avril 2013 tel qu'analysé lors de la visite d'inspection du 26 mars 2024, plan qui n'a pas été réexaminé lors de la présente inspection. L'exploitant confirme que les points de rejet regroupent des eaux de refroidissement et des eaux pluviales. Les volumes rejetés ne sont pas mesurés.

Actions de sobriété

Les actions menées en faveur de l'économie d'eau sont décrites par l'exploitant et dans le PSH. Une action principale réalisée en 2020 a été l'installation d'un variateur sur la pompe du puits de captage pour adapter le prélèvement aux besoins. On observe un possible effet de cette installation en 2020, concomittant d'une tendance à la baisse des volumes prélevés (voir le constat 2).

Des réfections de réseau sont menées par tronçons par opportunité.

Le PSH mentionne également le remplacement de compresseurs d'air à refroidissement à eau par refroidissement à air (2018 ; 2022 pour l'atelier four globulaire). Une étude pour la mise en place du refroidissement en circuit fermé sur le four 4000 est mentionnée avec un objectif pour l'année 2023.

Synthèse de l'état du site relatif à la sobriété en eau

La description du fonctionnement de l'usine concernant l'utilisation d'eau montre une connaissance de base des flux d'eau (origine, utilisation, devenir). Les flux entrants sont quantifiés (un compteur par point de prélèvement). La fréquence de suivi est toutefois insuffisante (mensuelle). La quantification des flux au sein de l'usine n'est pas connue : flux entrants dans chaque atelier, flux sortants.

Cette absence de connaissance ne permet pas à l'exploitant d'avoir une gestion efficace de l'utilisation d'eau.

Les techniques mises en oeuvre pour le refroidissement ne sont pas économes en eau : plusieurs circuits sans échangeur ni recirculation d'eau sont présents.

Ces solutions techniques ne relèvent pas des techniques les plus économes en eau pour l'activité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des solutions pour améliorer sa connaissance des flux d'eau dans l'usine, et engager des études pour améliorer l'efficacité hydrique des procédés mis en oeuvre. Les actions suivantes sont notamment requises.

Actions relevant de la connaissance des flux

- * Court terme : relevé quotidien des compteurs existants ; les valeurs relevées seront interprétées et utilisées pour identifier des dérives et piloter l'utilisation d'eau ;
- * Moyen terme : installer des compteurs additionnels aux points jugés pertinents par l'exploitant pour piloter son activité, par la connaissance des flux en entrée et en sortie des ateliers pertinents. Une fréquence élevée de relevé de ces compteurs est à prévoir afin de permettre le pilotage efficace de l'activité, un positionnement adapté des compteurs est conseillé.

Un travail est à mener pour distinguer les volumes effectivement *consommés* des volumes prélevés dans le ruisseau puis restitués dans ce même ruisseau afin de présenter la consommation nette du site. Les volumes prélevés dans le puits ne sont pas éligibles au calcul d'une consommation nette.

Actions relevant des mesures conjoncturelles vis-à-vis de la sécheresse

- * Immédiat : assurer le suivi de la gravité de la situation et mettre en place les solutions adaptées. L'exploitant a créé lors de l'inspection une alerte sur vigieau.gouv.fr et recevra les informations à chaque passage de niveau de gravité.
- * Immédiat : identifier des actions permettant de réduire l'utilisation d'eau en fonction du niveau de gravité de sécheresse. Ces actions seront à mettre en place dès 2025 en cas de niveau de gravité entraînant des restrictions. Les volumes nécessaires à la sécurité des installations peuvent être préservés, mais ils doivent être mesurés ou quantifiés de façon fiable. L'arrêt de certains ateliers est à envisager (lavage acide ; four).

Actions relevant des mesures structurelles vis-à-vis de la sobriété hydrique

L'exploitant engage dès 2025 des études visant à améliorer sa sobriété hydrique. Deux circuits de refroidissement sans échangeur et en circuit ouvert ont notamment été pointés en inspection : le four 4000 et les transformateurs électriques.

Il est rappelé que l'étude de la mise en circuit fermé du four 4000 est une demande récurrente de l'inspection ; une étude technico économique était notamment prescrite sous deux ans par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020, article 9 ; elle était également mentionnée dans le PSH du site avec pour objectif l'année 2023.

Des possibilités de réutilisation de l'eau peuvent également être proposées.

Une vision globale des volumes d'eau dans l'usine (production de corindon + production électrique) peut être utile, en analysant la possibilité d'utiliser une partie des eaux issues de la centrale hydroélectrique pour le refroidissement. Tout projet doit rester compatible avec l'arrêté IOTA de la centrale hydroélectrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 7 : Rejets d'eau industrielles : respect des valeurs limites et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau industrielles : respect des valeurs limites et surveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'annexe 3 et l'article 4.6.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies. Les dispositions minimales sont mises en oeuvre.

Auto surveillance Eaux résiduaires après prétraitement vers le milieu récepteur (Cf. repérage des rejets en annexe 3)					
Paramètres	Code SANDRE	Norme (s) ou conditions	Valeurs et concentrations maximales par jour	Flux maximaux journaliers en kg/jour	Fréquence minimale de contrôle
pH	1302	Conformément à l'article 58.2 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998	-	5,5-9,5	En continu
Température	1301	-	< 30°C	-	En continu

Conductivité	1304	-	-	µs/cm	semestrielle
Couleur	265	-	20 mg/l Pt	-	Sur demande
MEST	1305	Mesure suivant les normes référencées dans l'arrêté du 07/07/2009	100 mg/l	≤ 15kg/j	semestrielle
DCO	1314	Mesure suivant les normes référencées dans l'arrêté du 07/07/2009	100 mg/l	10 kg/j	semestrielle
DBO5	1313	Mesure suivant les normes référencées dans l'arrêté du 07/07/2009	50mg/l	5 kg/j	semestrielle
Ions fluorures (F ⁻)	7073	Mesure suivant les normes référencées dans l'arrêté du 07/07/2009	15mg/l	2 kg/j	semestrielle
ChromeVI	1371	EN ISO 10304-3 - EN ISO 23913	0,05mg/l	1 g/j	semestrielle
Fer, aluminium et composés	7714	EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2	5mg/l	0,5 kg/j	semestrielle
Plomb	1382	EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2	0,1 mg/l	5 g/j	semestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Mesure suivant les normes référencées dans l'arrêté du 07/07/2009	10 mg/l	0,1 kg/j	semestrielle

Constats :Rejet des eaux industrielles après traitement dans la station du site

L'exploitant présente les dernières analyses menées, réalisées par le laboratoire CTC avec un prélèvement du 18 au 19 novembre 2024. Les analyses ont également été transmises à l'inspection. Les paramètres analysés comprennent les polluants prescrits dans l'APC de 2020 applicable au site ainsi que d'autres paramètres. Les valeurs limites appliquées sont celles de l'APC.

Un point d'attention est à porter sur l'analyse des métaux : les analyses portent séparément sur le fer et l'aluminium, en identifiant une valeur limite de 5 mg/l pour chaque polluant ; or l'APC mentionne une valeur limite de 5 mg/l pour l'ensemble des polluants fer, aluminium et composés (code Sandre 7714).

Les résultats des analyses montrent une conformité pour l'ensemble des paramètres.

Un suivi continu est requis pour le pH et la température. L'exploitant précise que seul le pH fait l'objet d'un relevé avec analyse quotidienne. L'AP du site prescrit des analyses semestrielles pour les autres paramètres ; l'exploitant indique que les analyses sont annuelles.

Autres points de rejet d'eau industrielle

L'exploitant présente les dernières analyses menées sur les autres points de rejet du site tels qu'identifiés dans l'APC de 2020. La conformité aux prescriptions applicables (AM 2/2/98, article 32) n'a pas été détaillée lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :Rejet des eaux industrielles après traitement dans la station du site

Le suivi quotidien de la température est à ajouter.

La fréquence semestrielle des analyses est à mettre en place.

Autres points de rejet d'eau industrielle

La température de rejet est à vérifier.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 3 mois**